

Les professionnels de la catastrophe

Par Romain Lecler

En quelques décennies, les catastrophes dites “naturelles” sont devenues un véritable enjeu pour les professionnels de l'international. Une longue enquête de terrain dévoile le fonctionnement concret de la gestion des désastres environnementaux, des bureaux de l'ONU aux pays concernés.

À propos de Sandrine Revet : *Les coulisses du monde des catastrophes « naturelles »*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2018. 240 p., 23 €.

Après avoir analysé localement, à l'aide de méthodes ethnographiques, la construction sociale d'une catastrophe dans *Anthropologie d'une catastrophe. Les coulées de boue de 1999 au Venezuela*, en 2009, Sandrine Revet, anthropologue et chercheuse au Centre de Recherches Internationales de Sciences Po, s'intéresse dans ce nouvel ouvrage à l'émergence d'un « gouvernement international des catastrophes “naturelles” ». Son ouvrage s'appuie sur une enquête menée entre 2008 et 2015 qui l'a conduite des bureaux de l'ONU à Genève spécialisés dans la gestion des catastrophes à plusieurs pays d'Amérique latine où elle a observé la mise en place de séances de formation ou des exercices de simulation de catastrophes. L'observation des négociations entre des délégués du monde entier lors d'une conférence internationale en 2015 à Sendai, au Japon, ouvre l'ouvrage et clôt son enquête, sur la gestion internationale des catastrophes « naturelles ».

La construction sociale des catastrophes « naturelles »

Les coulisses du monde des catastrophes « naturelles » constitue avant tout un exemple assez rare d'enquête sur une politique mondiale utilisant à plein les méthodes ethnographiques, au sens où Sandrine Revet s'est immergée dans un milieu social transnational pendant 7 ans, s'appuie sur une longue série d'observations, sur une cinquantaine d'entretiens biographiques approfondis, sur une documentation de première main, et prend le temps de faire preuve de réflexivité par rapport la « construction du terrain » qu'il a fallu définir et délimiter. À ce titre, son ouvrage est représentatif des nouvelles approches de l'international qui mettent l'accent sur les méthodes de « sciences sociales »¹ mais ne les appliquent pas uniquement à des objets traditionnels de l'anthropologie comme les acteurs et les pratiques de l'aide au développement dans des pays dits du Sud, mais les retournent vers les hauts-lieux de l'international que sont les organisations internationales et leurs professionnels².

Elle renforce ainsi la thèse selon laquelle les catastrophes « naturelles » sont socialement construites. Son ouvrage retrace en effet l'évolution des manières de définir les catastrophes provoquées par un phénomène d'origine naturelle (séisme, ouragan, tsunami, éruption volcanique). Un premier type d'analyse datant de la guerre froide s'est focalisé sur l'aléa lui-même. Il met l'accent sur l'urgence et l'efficacité de la réponse à la catastrophe. Il mobilise des savoirs issus des sciences dures (en particulier la sismologie, dont les financements ont abondé dans le cadre des programmes visant à différencier les secousses naturelles de celles provoquées par les essais nucléaires). Il leur associe l'expérience des acteurs des premiers secours, qui se sont multipliés avec l'essor de l'humanitaire dans les années 1980.

Mais Sandrine Revet se range du côté d'une interprétation plus récente et en plein essor depuis les années 1990, qui met l'accent sur les sociétés touchées par les catastrophes. Cette dernière insiste sur la prévention et la résilience face à ces phénomènes. Elle mobilise cette fois des savoirs issus des sciences sociales – auxquels se rattache justement l'auteure. Cette interprétation est enfin promue par des ONG spécialisées dans l'aide humanitaire.

La concurrence entre ces deux interprétations détermine deux récits généalogiques différents du « monde des catastrophes », centrés soit sur l'aléa (impact des grandes catastrophes), soit sur la notion de vulnérabilité. Elle a débouché sur la création d'organismes internationaux distincts. Il y a eu d'abord un « bureau de coordination des affaires humanitaires » à l'ONU, à l'instigation de certains sismologues et de scientifiques qui bénéficiaient notamment depuis les années 1960 des réseaux de surveillance mis en place pour garantir la non-prolifération nucléaire. Puis dès que les chercheurs en sciences sociales ont commencé à se faire entendre dans les conférences internationales organisées au Japon à partir

¹ Johanna Siméant (dir.), *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS, 2015.

² À la manière de Laëtitia Atlani-Duault, *Au bonheur des autres - Anthropologie de l'aide humanitaire*, Paris, Armand Colin, 2009.

de 1994, un second organisme, l'UNISDR (*United Nations International Strategy for Disaster Reduction*), a été créé pour harmoniser les différents paradigmes en compétition (chapitre 1).

Le succès de l'interprétation mettant l'accent sur la vulnérabilité des sociétés (et pas uniquement sur la gestion de l'aléa) explique l'utilisation des guillemets depuis les années 2000 pour « naturelles ». Ils indiquent en effet que « le monde international des catastrophes "naturelles" n'a [...] eu de cesse de "dénaturaliser" les catastrophes ». En les utilisant systématiquement, Sandrine Revet se range clairement du côté de cette interprétation promue par les ONG humanitaires pour lesquelles elle a d'ailleurs travaillé avant de basculer vers la recherche.

Deux cadrages concurrents

La concurrence entre ces deux interprétations constitue d'ailleurs le véritable fil rouge de l'ouvrage. En l'analysant de manière systématique, Sandrine Revet montre bien comment les catastrophes « naturelles » ont été construites socialement puisqu'elles font l'objet de deux « cadrages » concurrents dans les relations internationales et que ce sont des acteurs en compétition les uns avec les autres qui ont défendu l'un ou l'autre. Elle retrouve ainsi cette opposition dans l'iconographie des rapports des ONG et des organisations internationales spécialisées dans les catastrophes. Tandis que certaines images représentent les secours ou les dégâts occasionnés par les catastrophes, relevant ainsi du premier cadrage centré sur l'aléa, d'autres insistent au contraire sur la résilience et la prévention, en mettant par exemple en avant des enfants ou des mères de famille, renvoyant ainsi davantage au second cadrage mettant l'accent sur la vulnérabilité des sociétés touchées par les catastrophes (chapitre 2).

Elle montre aussi comment le « monde des catastrophes » est clivé entre deux groupes d'acteurs. Le premier implique des spécialistes et des premiers secours, qui se mobilisent au moment d'une catastrophe, pour mobiliser un maximum de vies. Organisés de manière « presque militaire » et très professionnalisée, ils recrutent en particulier des pompiers ou des militaires, comme l'INSARAG (*International Search and Rescue Advisory Group*), et produisent des « guides » et tout un langage de l'urgence (plateformes, signalétique, etc.). Le second groupe « envisage les choses dans une temporalité plus longue, de la répétition, du cycle ». Il s'agit du « monde de la prévention », pour qui les catastrophes ne sont pas exceptionnelles mais amenées à se reproduire. Il implique en particulier des ONG et se caractérise par une organisation plus horizontale et participative (chapitre 3).

Plus encore, la production et la collecte des données sont elles-mêmes fortement influencées par ces deux cadrages. Sandrine Revet oppose ainsi deux types de bases. La première, développée à partir de 1983, hérite des données collectées antérieurement par les compagnies d'assurance, afin d'informer sur le risque et la récurrence des « grandes »

catastrophes. Destinée aux professionnels des secours, « EM-Dat » (Emergency Events Database) recense 19000 catastrophes qui ont causé « au moins 10 morts ou 100 sinistrés » et décrit les dégâts occasionnés. Mais en 1993, des chercheurs latino-américains en sciences sociales ont mis en place un type concurrent de base de données, « Desinventar », pour renseigner les catastrophes de moindre ampleur, plus ordinaires, telles que des tempêtes de grêle ou l'écroulement de maisons après de fortes pluies. Ils se sont cette fois appuyés sur des archives de journaux ou bien des données de la police, des pompiers, etc. L'objectif de ces chercheurs est de guider l'attention des bailleurs de fonds internationaux vers des « petites » catastrophes généralement occultées par les « grandes » mais plus proches des besoins quotidiens des populations concernées (chapitre 4).

Les derniers chapitres analysent enfin les pratiques associées à ces deux cadrages : guides, signalétique et formation professionnelle du côté de la réponse à l'aléa ; prévention et exercices de simulation du côté de la réduction de la vulnérabilité aux catastrophes (chapitre 5). L'ouvrage se clôt sur une analyse critique de la notion de « résilience ». Désormais un *leitmotiv* des institutions internationales, la notion est pourtant uniquement réactive et peut s'accompagner d'un désengagement public, dans la mesure où la notion légitime l'absence de prévention et de prise en charge collective (chapitre 6).

Un groupe de professionnels

On comprend ainsi comment, en indiquant que les catastrophes ne sont pas « naturelles », Sandrine Revet ne reprend pas seulement le second cadrage qui met l'accent sur la vulnérabilité des sociétés touchées. Elle va en effet un pas plus loin en montrant que « plusieurs décennies de travail, mené par des acteurs issus d'horizons divers, ont été nécessaires » pour faire déborder les catastrophes du cadre national et les inscrire à l'« agenda » international. C'est d'ailleurs l'apport de son ouvrage par rapport à la vaste littérature sur les catastrophes qu'elle maîtrise depuis de longues années. Elle montre en effet ce que la construction sociale des catastrophes « naturelles » doit à la formation d'un « monde social » transnational spécialisé dans la gestion de ces phénomènes : il y a depuis longtemps toute une gestion humaine, à la fois politique, bureaucratique et experte, de ce type de crises, dans laquelle les institutions internationales et les acteurs qui gravitent autour d'elles, jouent un rôle crucial. Or c'est ce « monde social » dont les méthodes ethnographiques lui ont permis de rendre compte avec acuité, à travers une série de portraits biographiques et de récits détaillés d'exercices ou de négociations, ou même grâce aux explications qu'elle donne sur l'ouverture progressive de son terrain, dès qu'elle commencé à être « reconnue » par les professionnels enquêtés comme l'une des « leurs ».

De ce point de vue, les pages portant sur les « trajectoires professionnelles différenciées de l'international », au chapitre 3, sont particulièrement révélatrices. Sandrine Revet propose

ainsi deux idéaux-types de « professionnels » qui parlent bien au-delà du secteur des catastrophes. La première figure est celle des « brokers de catastrophes », qui jouent un rôle crucial d'intermédiaire entre les institutions internationales et les populations locales. En s'appuyant sur le portrait d'Ana Lucia, directrice d'une petite association hondurienne, elle montre que ces « *brokers* » sont les relais indispensables des agences internationales grâce à leurs réseaux locaux : « Ana Lucia est une médiatrice qui parle au nom des vulnérables, des femmes indigènes et afro-descendantes qu'elle dit représenter ». En même temps qu'ils sont des acteurs « locaux », ces *brokers* sont de véritables professionnels qui manient à la perfection le langage des différents « guichets » de l'aide internationale : « La réduction des risques de catastrophe n'est qu'un volet parmi d'autres des multiples espaces de revendication et de mobilisation [d'Ana Lucia]. Genre, identité, développement durable, droits de l'homme, communautés de base, réduction des risques de catastrophes et plus récemment changement climatique forment un ensemble de notions au sein desquelles [elle] puise sans peine ». Une deuxième figure est celle des « consultants en catastrophes ». Ces professionnels conjuguent des compétences pratiques (comme secouristes ou employés d'ONG) et des connaissances théoriques (ils sont généralement très diplômés). Experts du secteur, ils cherchent à être enregistrés sur les bons « *rosters* » où circulent les offres d'emploi, les consultances et les appels à projets.

Ce type d'analyse des « professionnels de l'international » permet de rompre d'une part avec la vision désincarnée des relations internationales qui caractérise jusqu'aux analyses dites sociologiques de l'international, en termes de « communautés épistémiques », de « réseaux de plaidoyer transnationaux », de « *world polity* », ou plus généralement en termes institutionnalistes, dès qu'elles négligent les clivages et les rapports de force qui opèrent à l'intérieur des groupes identifiés. Elle permet d'autre part de sortir d'une vision élitiste de l'international, en montrant que le « gouvernement international des catastrophes » mobilise aussi bien des diplomates et des consultants que des acteurs locaux, tous professionnalisés à divers titres dans le secteur³.

Publié dans lavedesidees.fr le 29 avril 2019

³ Voir aussi Romain Lecler, Yohann Morival & Yasmine Bouagga, « Pour une ethnographie des professionnels de l'international », *Critique internationale*, 22 novembre 2018, N° 81, no 4, p. 9-20.